

Consultations publiques de l'Arcep relatives aux projets de lignes directrices sur
(i) les coûts susceptibles d'être pris en compte dans la détermination des frais de
transfert de données en cas de recours simultané à plusieurs fournisseurs de
services d'informatique en nuage et sur
(ii) les coûts susceptibles d'être pris en compte dans la détermination des frais de
changement de fournisseur de services d'informatique en nuage autres que les frais
liés au transfert de données

du 16 février 2026 au 27 mars 2026

Scaleway remercie l'Autorité de lui laisser l'opportunité de se prononcer sur les projets de lignes directrices portant sur :

- les coûts susceptibles d'être pris en compte dans la détermination des frais de changement de fournisseur de services cloud autres que les frais liés au transfert de données ;
- les coûts susceptibles d'être pris en compte dans la détermination des frais de transfert de données lors du recours de manière simultanée à plusieurs fournisseurs de services cloud (multi-cloud).

Projet de lignes directrices portant sur les coûts susceptibles d'être pris en compte dans la détermination des frais de changement de fournisseur de services d'informatique en nuage autres que les frais liés au transfert de données

L'Arcep identifie deux types de prestations directement liées au processus de changement de fournisseur, réalisées par le fournisseur d'origine et qui rentrent dans le périmètre de ses obligations de facilitation du changement de fournisseur :

- les coûts liés aux actions menées par le fournisseur d'origine en vue de fournir une assistance raisonnable à ses clients pour leur processus de changement de fournisseur ;
- les coûts liés à l'utilisation d'outils logiciels et la fourniture de ressources informatiques dans le cas où un stockage temporaire d'une copie des données pendant le processus de changement de fournisseur est nécessaire.

Scaleway n'a pas d'observations à formuler sur les conclusions de l'Arcep.

Nous tenons à souligner la pertinence de l'analyse de l'Autorité concernant les prestations supplémentaires d'accompagnement à la migration.

Ces prestations supplémentaires, dont la tarification n'a pas à être orientée vers les coûts, peuvent en effet être proposées *"par le fournisseur d'origine, bien qu'elles soient souvent réalisées par le fournisseur de destination ou par une entité tierce mandatée par le client"*.

L'Autorité ajoute que *“la nature de ces prestations supplémentaires d'accompagnement à la migration peut varier et qu'elle est intimement liée au degré de dépendance du client à l'environnement cloud de son fournisseur : plus les services proposés au client sont personnalisés, plus il lui sera coûteux de migrer le service en question dans un autre environnement”*. Nous tenions cependant à préciser que ces prestations, qualifiées de supplémentaires, ne sont pour autant la plupart du temps pas accessoires, et peuvent rester des obstacles à la contestabilité du marché. Si ces prestations ne font pas l'objet d'un encadrement tarifaire au titre de la réglementation en vigueur, nous invitons l'Autorité à maintenir la plus grande vigilance dans ce domaine et à veiller à ce que le consentement donné à l'avance par le client sur le prix desdits services soit effectivement libre et éclairé. Nous attirons l'attention de l'Autorité sur l'inclusion de plus en plus fréquente dans les contrats de fournitures de services cloud de clauses de réversibilité. Ces clauses permettent notamment de rendre visible et lisible le verrouillage pour le client, et lui permet d'évaluer en amont le coût de la migration.

Projet de lignes directrices portant sur les coûts susceptibles d'être pris en compte dans la détermination des frais de changement de fournisseur de services d'informatique en nuage autres que les frais liés au transfert de données

Concernant l'encadrement des frais de transfert de données dans le cadre du multi-cloud, l'Arcep estime que sont a priori susceptibles d'être pris en compte :

- les coûts incrémentaux associés aux équipements actifs de l'interconnexion (achat, hébergement et maintenance des routeurs, carte optique associée au port si celui-ci doit être mis à niveau, supervision de l'interconnexion, etc.) et, dans le cas d'une interconnexion directe, au lien entre les deux ports ;
- les autres coûts incrémentaux associés aux frais de peering dans le cas d'un peering payant ou aux éventuels frais incrémentaux de transit.

Comme indiqué dans le cadre de la réponse à la précédente consultation menée par l'Arcep, les postes de coûts susceptibles d'être affectés par un usage multi-cloud sont principalement le transport de données et l'interconnexion. La stratégie choisie par un fournisseur de cloud en termes d'investissements et de dépenses d'exploitation (degré d'internalisation des éléments de réseaux du fournisseur, stratégie propre aux accords d'interconnexion, recours à un opérateur de transit ou à un accord de peering, etc.) a une influence très significative sur les coûts de transfert de données.

Par ailleurs, l'analyse de l'Arcep selon laquelle, dans le cadre des interconnexions directes, il serait pertinent de prendre en compte les coûts associés au lien entre les deux ports, ainsi que les coûts incrémentaux associés aux équipements actifs de l'interconnexion pour déterminer les frais de transfert de données multi-cloud, nous semble adaptée. La mise en œuvre d'une connexion directe doit pouvoir faire l'objet d'une facturation pour son établissement et son maintien.